

**UNION SUD-AFRICAINNE,
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE,
BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, CANADA, etc.**

**Protocole relatif aux immunités de la Banque
des règlements internationaux. Signé à
Bruxelles, le 30 juillet 1936.**

*Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires
étrangères de Belgique. L'enregistrement a eu lieu le 7 juillet 1939.*

**UNION OF SOUTH AFRICA,
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA,
BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
CANADA, etc.**

**Protocol regarding the Immunities of the Bank
for International Settlements. Signed at
Brussels, July 30th, 1936.**

*French and English official texts communicated by the Belgian Minister for
Foreign Affairs. The registration took place July 7th, 1939.*

N° 4602. — PROTOCOLE ¹ RELATIF AUX IMMUNITÉS DE LA BANQUE DES RÉGLEMENTS INTERNATIONAUX. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 30 JUILLET 1936.

Les représentants dûment autorisés DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ETHIOPIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE LA CONFÉ-

¹ Ratifications déposées à Bruxelles :

FRANCE	19 mars 1937.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	6 avril 1937.
SUISSE	24 mai 1937.
INDE	7 septembre 1937.
CANADA	20 janvier 1938.
POLOGNE	29 juin 1938.
AUSTRALIE	25 août 1938.

Etats ayant déclaré renoncer à la procédure de ratification conformément aux stipulations de l'article 2 du protocole et auxquels le protocole s'applique à partir de la date de signature :

	Date de signature
BELGIQUE	30 juillet 1936.
YUGOSLAVIE	18 septembre 1936.
NOUVELLE-ZÉLANDE	4 décembre 1936.
UNION SUD-AFRICAINE	21 décembre 1936.
GRÈCE	30 juin 1937.
ITALIE	22 mars 1939.

Ce protocole n'est pas applicable au Congo belge ni aux territoires sous mandat du Ruanda-Urundi.

No. 4602. — PROTOCOL ¹ REGARDING THE IMMUNITIES OF THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 30TH, 1936.

The duly authorized representatives of the GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION,

¹ Ratifications deposited at Brussels :

FRANCE	March 19th, 1937.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	April 6th, 1937.
SWITZERLAND	May 24th, 1937.
INDIA	September 7th, 1937.
CANADA	January 20th, 1938.
POLAND	June 29th, 1938.
AUSTRALIA	August 25th, 1938.

States having declared that they renounce the procedure of ratification in accordance with Article 2 of the Protocol and to which the Protocol applies from the date of signature :

	Date of Signature :
BELGIUM	July 30th, 1936.
YUGOSLAVIA	September 18th, 1936.
NEW ZEALAND	December 4th, 1936.
UNION OF SOUTH AFRICA	December 21st, 1936.
GREECE	June 30th, 1937.
ITALY	March 22nd, 1939.

This Protocol does not apply to the Belgian Congo or to the Mandated Territories of Ruanda Urundi.

DÉRATION SUISSE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE

Considérant

Qu'à l'article X alinéa 2 de l'Accord¹ avec l'Allemagne, signé à La Haye le 20 janvier 1930 et dûment entré en vigueur, leurs gouvernements respectifs (à l'exception de la Confédération suisse) ont conféré à la Banque des Règlements internationaux, dont la constitution a été prévue par le Plan des experts du 7 juin 1929, certaines immunités en ce qui concerne ses biens et avoirs ainsi que ceux qui lui seraient confiés.

Que par une Convention², signée à La Haye, à la même date que ci-dessus, et ayant acquis force de loi en Suisse, le Gouvernement de la Confédération suisse s'est engagé envers les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Italie et du Japon, à octroyer à ladite Banque des Règlements internationaux, dans le cas de son établissement à Bâle, une charte constitutive lui conférant à l'article X des immunités similaires à celles prévues à l'article X alinéa 2 de l'accord avec l'Allemagne.

Que l'article X alinéa 2 de l'accord avec l'Allemagne et l'article X de la charte constitutive faisant suite à la convention avec la Confédération suisse n'exprimant qu'imparfaitement l'intention des Parties contractantes et pouvant soulever des difficultés d'interprétation, il importe de préciser la portée desdits articles et de substituer aux termes employés des expressions plus claires et plus aptes à garantir aux opérations de la Banque des Règlements internationaux les immunités indispensables à l'accomplissement de sa tâche ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sont exempts des dispositions ou mesures visées à l'article X alinéa 2 de l'Accord avec l'Allemagne et à l'article X de la Charte constitutive faisant suite à la Convention avec la Suisse du 20 janvier 1930, la Banque des Règlements internationaux, ses biens et avoirs ainsi que tous les biens et avoirs qui lui sont ou seront confiés, qu'il s'agisse de numéraires

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA

Whereas

In accordance with Article X, paragraph 2, of the Agreement¹ with Germany, which was signed at The Hague on the 20th January 1930 and has duly come into force, their respective Governments (with the exception of the Swiss Confederation) have conferred upon the Bank for International Settlements, the establishment of which was laid down by the Experts' Plan of the 7th June 1929, certain immunities regarding its property and assets as well as those which might be entrusted to it.

And whereas by a Convention², signed at The Hague on the same date as that above-mentioned and having acquired the force of law in Switzerland, the Government of the Swiss Confederation has undertaken towards the Governments of Germany, Belgium, France, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Italy and Japan to grant to the said Bank for International Settlements, in the event of its establishment at Basle, a Constituent Charter conferring upon it in accordance with Article X immunities similar to those laid down by Article X, paragraph 2, of the Agreement with Germany.

And whereas, since Article X, paragraph 2, of the Agreement with Germany and Article X of the Constituent Charter consecutive to the Convention with the Swiss Confederation only imperfectly express the intention of the Contracting Parties and are liable to give rise to difficulties of interpretation, it is important to define the scope of the said Articles and to substitute for the terms employed expressions which are clearer and more capable of assuring to the operations of the Bank for International Settlements the immunities which are indispensable to the accomplishment of its task ;

Have agreed as follows :

Article I.

The Bank for International Settlements, its property and assets as well as all the property and assets which are or will be entrusted to it, whether coin or other fungible goods, gold bullion, silver or any other metal, precious objects, securities or any other objects the deposit of which is admissible in accordance with banking practice, are exempt from the

¹ Vol. CIV, page 243, de ce recueil.

² Vol. CIV, page 441, de ce recueil.

¹ Vol. CIV, page 243, of this Series.

² Vol. CIV, page 441, of this Series.

ou autres biens fongibles, de lingots d'or, d'argent ou de tout autre métal, de matières précieuses, de titres ou de tous autres objets dont le dépôt est admis par la pratique bancaire.

Seront considérés comme confiés à la Banque des Règlements internationaux, et jouissant des immunités prévues aux articles précités, au même titre que les biens et avoirs qu'elle détiendra, pour le compte d'autrui, dans les immeubles affectés à cet usage par elle, ses succursales ou agences, les biens et avoirs de tiers qui seront détenus par toute autre institution ou personne, sur les instructions, au nom et pour le compte de la Banque des Règlements internationaux.

Article 2.

Le présent protocole entrera en vigueur, pour chaque Partie contractante à la date du dépôt de son instrument de ratification au Ministère des Affaires étrangères de Belgique. Il entrera en vigueur immédiatement pour les Parties contractantes qui, lors de la signature auront déclaré renoncer à la procédure de ratification.

Article 3.

Les gouvernements non signataires qui seraient parties à l'Accord avec l'Allemagne signé à La Haye le 20 janvier 1930, pourront adhérer à la présente convention.

Le gouvernement qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge en lui transmettant l'acte d'adhésion.

Article 4.

Les gouvernements non signataires de l'Accord avec l'Allemagne signé à La Haye le 20 janvier 1930, pourront adhérer à la présente convention en signant, sous réserve de ratification s'il y a lieu, l'original de cette convention qui restera déposé à la Chancellerie du Ministère des Affaires étrangères de Belgique. La signature ainsi apposée par un gouvernement non signataire des Accords de La Haye impliquera adhésion aux articles X et XV de l'Accord avec l'Allemagne du 20 janvier 1930, ainsi qu'à l'annexe XII dudit accord réglant la procédure devant le Tribunal arbitral à la juridiction duquel les gouvernements en question se seront

provisions or measures referred to in paragraph 2 of Article X of the Agreement with Germany and in Article X of the Constituent Charter consecutive to the Convention with Switzerland, of the 20th January 1930.

The property and assets of third parties, held by any other institution or person, on the instructions, in the name or for the account of the Bank for International Settlements, shall be considered as entrusted to the Bank for International Settlements and as enjoying the immunities laid down by the Articles above mentioned by the same right as the property and assets which the Bank for International Settlements holds for the account of others, in the premises set apart for this purpose by the Bank, its branches or agencies.

Article 2.

The present Protocol will come into force, for each Contracting Party, on the date of deposit of its instrument of ratification at the Belgian Ministry for Foreign Affairs. It will come into force immediately in respect of such Contracting Parties as may declare at the time of signing the Convention that they renounce the procedure of ratification.

Article 3.

The non-signatory Governments which are or may be Parties to the Agreement with Germany, signed at The Hague on the 20th January 1930, may accede to the present Convention.

Any Government desiring to accede must notify its intention in writing to the Belgian Government transmitting the document notifying its accession.

Article 4.

The Governments not signatories of the Agreement with Germany signed at The Hague on the 20th January 1930, may become Parties to the present Convention by signing, subject to ratification if necessary, the original of this Convention which will remain deposited in the archives of the Belgian Ministry for Foreign Affairs. The signature thus appended by a Government not a signatory to the Agreement with Germany will imply accession to Articles X and XV of the Agreement with Germany of the 20th January 1930, as well as to Annex XII of the same Agreement, laying down the procedure before the Arbitral Tribunal, to whose

ainsi soumis, pour l'application et l'interprétation dudit article X et de la présente convention.

jurisdiction the Governments in question will thus have submitted themselves, so far as concern the application and interpretation of the said Article X and of the present Convention.

Article 5.

Le Gouvernement belge remettra à tous les gouvernements signataires, ainsi qu'à la Banque des Règlements internationaux, une copie certifiée conforme de la présente convention, du procès-verbal du dépôt des premières ratifications, des ratifications ultérieures ainsi que des déclarations d'adhésion prévues aux articles qui précèdent.

Article 5.

The Belgian Government will forward to all signatory Governments, as well as to the Bank for International Settlements, a certified copy of the present Convention, of the report of the depositing of the first ratifications, the later ratifications and the notifications of accession contemplated by the preceding Article.

Article 6.

La présente convention a été rédigée en langue française et anglaise en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge.

Article 6.

The present Convention has been drawn up in the French and English languages in one single copy which will remain deposited in the archives of the Belgian Government.

Fait à Bruxelles, le 30 juillet 1936.

Done at Brussels on the 30th July 1936.

Pour la Belgique :

(s) P. H. SPAAK (*sgd*)

For Belgium :

Pour la Grande-Bretagne
et l'Irlande du Nord :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For Great Britain and
Northern Ireland :

Pour le Canada :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For Canada :

Pour l'Australie :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For Australia :

Pour la Nouvelle-Zélande :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For New Zealand :

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

(s) VAN BROEKHUIZEN (*sgd*)

For the Union of South Africa :

Pour l'Inde :

(s) Esmond OVEY (*sgd*)

For India :

Pour la France :

(s) J. LAROCHE (*sgd*)

For France :

Pour la Grèce :

(s) D. SOPHIANOS (*sgd*)

For Greece :

Pour l'Italie :

(s) LOJACONO (*sgd*)

For Italy :

Pour le Japon :

(s) KURUSU (*sgd*)

For Japan :

Pour les Pays-Bas :		For Netherlands :
	Sous réserve de ratification et sous réserve pour le Gouvernement de la Reine de la faculté de dénoncer la présente convention moyennant préavis d'un an ¹ .	
	(s) VAN HARINXMA THOE SLOOTEN (sgd)	
Pour la Pologne :		For Poland :
	(s) JACKOWSKI (sgd)	
Pour le Portugal :		For Portugal :
	(s) <i>ad referendum</i> (sgd) Augusto DE CASTRO	
Pour la Roumanie :		For Roumania :
	(s) D. I. GHICA (sgd)	
Pour la Suisse :		For Switzerland :
	(s) Frédéric BARBEY (sgd)	
Pour la Yougoslavie :		For Yugoslavia :
	(s) Iliya MILIKITCH (sgd)	

La correction dans le préambule donnant le titre d'Empereur d'Ethiopie à Sa Majesté le Roi d'Italie, a été apportée à la date du 22 mars 1939, après que tous les Etats signataires avaient reconnu l'Empire d'Ethiopie, et c'est à cette date que Son Excellence l'Ambassadeur d'Italie, muni de pleins pouvoirs, a signé la présente convention².

BRUXELLES, le 22 mars 1939.

(s) SOUDAN.

Pour copie certifiée conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur de Belgique,
F. van Langenhove.*

Traduction. — Translation.

¹ Subject to ratification, and with the reservation that the Royal Government will have the right to denounce the present Convention with one year's notice.

² The modification in the preamble, giving the title of Emperor of Ethiopia to His Majesty the King of Italy, was made on March 22nd, 1939, after the recognition of the Empire of Ethiopia by all the signatory States, and it was on the same date that His Excellency the Italian Ambassador, provided with full powers to that effect, signed the present Convention.